

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2021

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Angelo Marino, atteste la véracité du Rapport financier de Ville de Côte-Saint-Luc pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Signature Angelo Marino Date 3 mai 2022

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	23
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	24
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	25
Charges par objets	26
Excédent (déficit) accumulé	27
Avantages sociaux futurs	31

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	38
Analyse des charges	50

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Rapport de l'auditeur indépendant

Au conseil municipal de la Ville de Côte Saint-Luc,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Côte Saint-Luc (« la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Côte Saint-Luc au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport du maire, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport du maire avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations contenues dans le rapport du maire, nous avons conclu à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous aurions été tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Côte Saint-Luc inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S-17, S-18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

· nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

¹ CPA auditeurs, CA, permis de comptabilité public numéro A108263

Brossard, Québec, 3 mai 2022

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Revenus				
Taxes	1	65 473 520	66 191 296	64 871 581
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 558 800	1 685 786	1 537 824
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 176 680	3 363 281	5 271 728
Services rendus	5	2 309 000	1 157 102	768 858
Imposition de droits	6	3 397 300	6 020 670	4 654 471
Amendes et pénalités	7	375 000	647 498	436 510
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	627 000	688 849	453 260
Autres revenus	10	351 050	525 888	818 312
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	75 268 350	80 280 370	78 812 544
Charges				
Administration générale	14	12 158 863	12 613 934	8 345 127
Sécurité publique	15	13 464 111	13 421 909	14 796 978
Transport	16	14 742 784	16 476 888	16 885 803
Hygiène du milieu	17	10 236 046	10 104 766	9 280 564
Santé et bien-être	18	397 130	407 465	414 749
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 367 287	2 328 937	2 028 939
Loisirs et culture	20	17 027 339	18 803 430	17 174 951
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 247 070	1 384 749	1 429 394
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	71 640 630	75 542 078	70 356 505
Excédent (déficit) de l'exercice	25	3 627 720	4 738 292	8 456 039
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		56 473 316	48 017 277
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		56 473 316	48 017 277
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		61 211 608	56 473 316

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	10 771 079	12 584 631
Débiteurs (note 5)	2	14 060 112	13 087 736
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	410 700	1 159 500
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	25 241 891	26 831 867
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	9 617 207	10 003 190
Revenus reportés (note 12)	12	1 167 090	1 012 348
Dette à long terme (note 13)	13	50 701 685	52 004 555
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	61 485 982	63 020 093
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(36 244 091)	(36 188 226)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	96 952 361	92 261 637
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	245 352	245 796
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	257 986	154 109
	23	97 455 699	92 661 542
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	61 211 608	56 473 316

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2021	2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 627 720	4 738 292	8 456 039
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	11 222 345)	6 049 009)
Produit de cession	3		130 791	
Amortissement	4		6 531 621	6 208 015
(Gain) perte sur cession	5		(130 791)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(4 690 724)	159 006
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		444	(7 360)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(103 877)	(11 404)
	13		(103 433)	(18 764)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	3 627 720	(55 865)	8 596 281
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(36 188 226)	(44 784 507)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(36 188 226)	(44 784 507)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(36 244 091)	(36 188 226)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 738 292	8 456 039
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	6 531 621	6 208 015
Autres			
▪ Gain sur cession d'immos	3	(130 791)	
▪	4		
	5	11 139 122	14 664 054
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(972 376)	(1 130 665)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(385 983)	(411 307)
Revenus reportés	9	154 742	(137 192)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	748 800	342 400
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	444	(7 360)
Autres actifs non financiers	13	(103 877)	(11 404)
	14	10 580 872	13 308 526
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(11 222 345)	(6 049 009)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	130 791	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(11 091 554)	(6 049 009)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	5 000 000	6 000 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(6 231 000)	(5 611 000)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(71 870)	379
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	(1 302 870)	389 379
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	(1 813 552)	7 648 896
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	12 584 631	4 935 735
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	12 584 631	4 935 735
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	10 771 079	12 584 631

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Côte Saint-Luc (la Ville) est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu du décret 1075-2005 daté du 9 novembre 2005 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations L.R.Q., c. E-20.001, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les villes reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18 et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour préparer les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

a) Actifs financiers**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au coût. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisés au coût.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 à 20 ans

Les immobilisations en cours commencent à être amortis lorsqu'ils sont mis en service.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021****D) Passifs****Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Revenus reportés

Les revenus reportés correspondent à des sommes encaissées pour lesquelles les charges ou les dépenses en immobilisations n'ont pas été effectuées et que les stipulations ne sont pas rencontrées.

Passif au titre des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, lorsqu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et lorsque'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pourrait résulter de jugements relatifs des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

E) Revenus**Constataion des revenus**

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons, s'il y a lieu, sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Les revenus de transferts sont constatés à l'état des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

F) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

À part le régime de retraite, la ville de Côte Saint-Luc n'offre pas d'autres avantages sociaux futurs (assurance vie, assurance soins de santé, banque de congés de maladie, ...).

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2021 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à payer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Avantages sociaux futurs :

- à titre de mesure d'allègement pour gains et pertes actuariels relatifs aux régimes de retraite à prestations déterminées : le montant d'allègement utilisé en 2011 sera amorti linéairement sur une période de 13 ans à compter de 2012.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	10 771 079	7 584 631
Découvert bancaire	2 ()	(
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		5 000 000
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	10 771 079	12 584 631
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	2 041 706	2 136 710
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

Sommes affectées:

Réserve financière du Service de l'eau - 511 965 \$

Fonds de roulement - 1 063 013 \$

Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés - 366 728 \$

Réserve Sinistré - 100 000 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. Débiteurs

		2021	2020
Taxes municipales	11	3 655 558	2 191 609
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	6 964 556	7 508 678
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	1 191 050	353 991
Organismes municipaux	15	419 591	323 711
Autres			
▪ Droit de mutation	16	1 409 855	2 393 496
▪ Autres	17	419 502	316 251
	18	14 060 112	13 087 736
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	313 000	993 920
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	313 000	993 920
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	301 904	291 977

Note**6. Prêts**

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

8. Avantages sociaux futurs

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	410 700	1 159 500
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	410 700	1 159 500
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	2 018 000	1 570 700
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	60 132	68 949
	43	2 078 132	1 639 649

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires****11. Crédoeurs et charges à payer**

		2021	2020
Fournisseurs	47	3 293 992	3 592 646
Salaires et avantages sociaux	48	3 661 385	3 699 639
Dépôts et retenues de garantie	49	2 186 791	2 188 607
Provision pour contestations d'évaluation	50	176 254	177 768
Autres			
▪ Divers	51	298 785	344 530
▪	52		
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	9 617 207	10 003 190

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

12. Revenus reportés

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57	196 387	82 714
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	45 970	45 970
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Divers	69	419 925	320 126
▪	70		
▪	71		
▪ Transferts-Redevances/Autres	72	504 808	563 538
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	1 167 090	1 012 348

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	3,00	2022	2041	77	51 888 000	53 119 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83		
Autres					84		
					85	51 888 000	53 119 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(1 186 315)	(1 114 445)
					87	50 701 685	52 004 555

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2022	88		5 707 000			5 707 000
2023	89		5 720 000			5 720 000
2024	90		5 579 000			5 579 000
2025	91		4 925 000			4 925 000
2026	92		4 769 000			4 769 000
2027 et plus	93		25 188 000			25 188 000
	94		51 888 000			51 888 000
Intérêts et frais accessoires	95		()		()	
	96		51 888 000			51 888 000

Note

14. Autres passifs

	2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	
Assainissement des sites contaminés	98	
Autres		
▪	99	
▪	100	
▪	101	
▪	102	
	103	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	16 342 359	650 633	(25 320)	17 018 312
Eaux usées	105	2 129 049		11 811	2 117 238
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	34 890 171	4 967 793	578 006	39 279 958
Autres					
▪ Parc/terrains de jeux	107	14 102 986	1 166 211	95 763	15 173 434
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	52 203 571	2 580 217	(572 864)	55 356 652
Améliorations locatives	111				
Véhicules	112	8 946 026	708 359	1 167 497	8 486 888
Ameublement et équipement de bureau	113	1 395 744	129 612	219 371	1 305 985
Machinerie, outillage et équipement divers	114	1 029 349	70 084	(334)	1 099 767
Terrains	115	6 527 438			6 527 438
Autres	116				
	117	137 566 693	10 272 909	1 473 930	146 365 672
Immobilisations en cours	118	2 833 059	949 436	2 825 708	956 787
	119	140 399 752	11 222 345	4 299 638	147 322 459
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	4 239 719	538 536	19 957	4 758 298
Eaux usées	121	360 964	61 525	11 811	410 678
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	16 570 474	1 833 702	589 352	17 814 824
Autres					
▪	123	3 467 361	924 485	456 041	3 935 805
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	19 114 820	2 260 847	1 757 139	19 618 528
Améliorations locatives	127				
Véhicules	128	3 313 546	608 213	1 168 361	2 753 398
Ameublement et équipement de bureau	129	724 867	225 852	296 977	653 742
Machinerie, outillage et équipement divers	130	346 364	78 461		424 825
Autres	131				
	132	48 138 115	6 531 621	4 299 638	50 370 098
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	92 261 637			96 952 361
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134				
Amortissement cumulé	135	()	()	()	()
Valeur comptable nette	136				

Note

La Ville de Côte-Saint-Luc détient dans son patrimoine des oeuvres d'art et des

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

trésors historiques qui ne sont pas aux livres, lesquels sont énumérés ci-dessous :

-dix (10) sculptures en bronze dont la juste valeur marchande totale a été estimé par un évaluateur indépendant à un montant de 1 365 000 \$.

Les sculptures n'ont pas été comptabilisées dans les immobilisations corporelles de la Ville, conformément au chapitre SP 3150 qui établit les normes sur la façon de comptabiliser et de présenter les immobilisations corporelles dans les états financiers des gouvernements.

16. Propriétés destinées à la revente

	2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137	
Immeubles industriels municipaux	138	
Autres	139	
	140	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note

18. Autres actifs non financiers

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Frais payés d'avance		
▪ Divers	154	257 986
▪	155	
▪	156	
Autres		
▪	157	
▪	158	
	159	257 986
		154 109

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats reliés à l'enlèvement de la neige, conciergerie, réseaux locaux d'aqueduc et d'égouts, bail de location et autres services; la Ville s'est engagée à verser les montants suivants;

2022: 6 599 630 \$ plus taxes

2023: 2 752 767 \$ plus taxes

2024: 1 051 835 \$ plus taxes

2025: 117 182 \$ plus taxes

2026: 35 000 \$ plus taxes

La Ville s'est engagée à verser une quote-part à la Communauté métropolitaine de Montréal dans le futur pour un montant approximatif de 530 000 \$ par année.

La Ville s'est engagée à verser une quote-part à l'Agglomération de Montréal au montant approximatif de 30 000 000 \$ par année pour les services reçus.

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
	160		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

La Ville fait l'objet de plusieurs réclamations pour diverses raisons telles que des actions prises suite à l'exécution de travaux ainsi que pour des dommages et intérêts. La direction est dans l'impossibilité d'évaluer le dénouement de ces réclamations, une provision suffisante de l'avis de la direction a été inscrite aux livres de la Ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

D) Autres

Dans le cours de ses activités, la Ville peut faire l'objet de griefs formulés par des employés. Au 31 décembre 2021, aucune provision relativement à ces griefs n'est inscrite aux livres de la Ville.

À la suite de l'entrée en vigueur de la Loi sur l'équité salariale, une entente a été conclue entre la Ville et les différents syndicats représentant ses employés afin de s'assurer du respect des différents paramètres de cette loi. Au 31 décembre 2021, des paiements rétroactifs ont été versés à la majorité des employés, donc la Ville n'a plus dans ses livres une provision pour régler l'équité salariale et autres ajustements salariaux rétroactifs.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec le budget adopté par la Ville.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	65 473 520	66 191 296		66 191 296	64 871 581
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 558 800	1 685 786		1 685 786	1 537 824
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 176 680	1 576 062		1 576 062	4 234 745
Services rendus	5	2 309 000	1 157 102		1 157 102	768 858
Imposition de droits	6	3 397 300	6 020 670		6 020 670	4 654 471
Amendes et pénalités	7	375 000	647 498		647 498	436 510
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	627 000	688 849		688 849	453 260
Autres revenus	10	351 050	525 888		525 888	818 312
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	75 268 350	78 493 151		78 493 151	77 775 561
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		1 787 219		1 787 219	1 036 983
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		1 787 219		1 787 219	1 036 983
	22	75 268 350	80 280 370		80 280 370	78 812 544
Charges						
Administration générale	23	12 158 863	12 077 189	536 745	12 613 934	8 345 127
Sécurité publique	24	13 464 111	13 342 264	79 645	13 421 909	14 796 978
Transport	25	14 742 784	14 181 024	2 295 864	16 476 888	16 885 803
Hygiène du milieu	26	10 236 046	9 308 548	796 218	10 104 766	9 280 564
Santé et bien-être	27	397 130	407 465		407 465	414 749
Aménagement, urbanisme et développement	28	2 367 287	2 312 663	16 274	2 328 937	2 028 939
Loisirs et culture	29	17 027 339	15 996 555	2 806 875	18 803 430	17 174 951
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	1 247 070	1 384 749		1 384 749	1 429 394
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		6 531 621	(6 531 621)		
	34	71 640 630	75 542 078		75 542 078	70 356 505
Excédent (déficit) de l'exercice	35	3 627 720	4 738 292		4 738 292	8 456 039

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 627 720	4 738 292	8 456 039
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	( 1 787 219)	(1 036 983)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	3 627 720	2 951 073	7 419 056
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		6 531 621	6 208 015
Produit de cession	5		130 791	
(Gain) perte sur cession	6		(130 791)	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		6 531 621	6 208 015
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	5 016 080)	(5 550 080)	(4 951 800)
	18	(5 016 080)	(5 550 080)	(4 951 800)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	( 84 670)	(21 534)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 445 700		
Réserves financières et fonds réservés	22	(7 440)	(43 175)	(887 853)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(49 900)	(49 900)	(49 900)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	1 388 360	(177 745)	(959 287)
	26	(3 627 720)	803 796	296 928
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		3 754 869	7 715 984

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	1 787 219	1 036 983
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	1 193 387)	(2 454 930)
Sécurité publique	3 ())
Transport	4 (	7 145 865)	(1 807 252)
Hygiène du milieu	5 (	651 121)	(325 594)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 ())
Loisirs et culture	8 (	2 231 972)	(1 461 233)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	11 222 345)	(6 049 009)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ())
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	5 000 000	6 000 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	84 670	21 534
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		54 118
Excédent de fonctionnement affecté	17	1 068 877	451 187
Réserves financières et fonds réservés	18	263 306	597 535
	19	1 416 853	1 124 374
	20	(4 805 492)	1 075 365
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(3 018 273)	2 112 348

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	17 875 340	18 224 395	16 650 935
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	5 595 900	5 304 826	4 725 691
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	17 001 780	14 149 752	12 404 334
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	1 222 070	1 154 244	1 318 208
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	25 000	230 505	111 186
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	29 920 540	29 946 735	28 938 136
Transferts	15			
Autres	16			
Autres organismes				
Transferts	17			
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		6 531 621	6 208 015
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21			
▪	22			
▪	23			
	24	71 640 630	75 542 078	70 356 505

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	11 814 846	10 411 100
Excédent de fonctionnement affecté	2	5 266 291	4 177 609
Réserves financières et fonds réservés	3	3 228 021	3 251 154
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(150 000)	(199 900)
Financement des investissements en cours	5	(4 321 186)	(1 299 479)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	45 373 636	40 132 832
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	61 211 608	56 473 316
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	11 814 846	10 411 100
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	11 814 846	10 411 100
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Parcs - Divers (2018)	12	13 737	13 737
▪ Parc Kirwan	13	1 494 461	413 482
▪ Feux de circulation/feux à DEL	14	48 000	48 000
▪ Système CVC	15		26 393
▪ Enveloppe de bâtiment HDV	16	128 119	712 377
▪ Parcs - Divers (2021)	17	199 685	
▪ Renovations - cour des TP	18	18 669	
▪ MAMH-Aide COVID-19	19	2 963 620	2 963 620
▪ Dossiers juridiques	20	400 000	
	21	5 266 291	4 177 609
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	5 266 291	4 177 609

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Réserve - Service de l'eau	27 511 965	769 203
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	511 965 769 203
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 1 063 013	904 212
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Solde disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41 366 728	363 295
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪ Réserve Sinistré	45 100 000	100 000
▪ Frais de financement	46 1 186 315	1 114 444
	47	2 716 056 2 481 951
	48	3 228 021 3 251 154

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (150 000)	(199 900)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 ()(
Autres	53 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 ()(
	55 (150 000)	(199 900)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 ()(
Assainissement des sites contaminés	57 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ()(
Autres		
▪	59 ()(
▪	60 ()(
	61 (150 000)	(199 900)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 ()(
Utilisation du fonds de roulement	63 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 ()(
Utilisation du fonds de roulement	65 ()(
Autres		
▪	66 ()(
▪	67 ()(
	68 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 ()(
Mesure relative à la COVID-19	70 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	71 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 ()(
Autres		
▪	73 ()(
▪	74 ()(
	75 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres		
▪	80	
	81	
	82 (150 000)	(199 900)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	83 2 328 588	1 602 250
Investissements à financer	84 (6 649 774)	(2 901 729)
	85 (4 321 186)	(1 299 479)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86 96 952 361	92 261 637
Propriétés destinées à la revente	87	
Prêts	88	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90	
	91 96 952 361	92 261 637
Ajustements aux éléments d'actif	92	
	93 96 952 361	92 261 637
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	94 (50 701 685)	52 004 555)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (1 186 315)	(1 114 445)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96 313 000	993 920
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98	
	99 (51 575 000)	(52 125 080)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 (3 725)	(3 725)
	101 (51 578 725)	(52 128 805)
	102 45 373 636	40 132 832

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Il s'agit d'un régime de retraite contributif à prestations déterminées visant tous les employés adhérents admissibles de la Ville de Côte Saint-Luc. En vertu de ce régime, les cotisations sont faites par les membres et par l'employeur, la Ville de Côte Saint-Luc. La date de l'évaluation actuarielle la plus récente est au 31 décembre 2019.

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 1 159 500	1 501 900
Charge de l'exercice	4 (2 018 000)	(1 570 700)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 269 200	1 228 300
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 410 700	1 159 500
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 46 826 100	42 636 900
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (50 672 600)	(46 814 300)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (3 846 500)	(4 177 400)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 4 257 200	5 336 900
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 410 700	1 159 500
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 410 700	1 159 500
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 46 826 100	42 636 900
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (50 672 600)	(46 814 300)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (3 846 500)	(4 177 400)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 293 800	2 097 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 2 293 800	2 097 400
Cotisations salariales des employés	21 (1 059 100)	(1 006 600)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 1 234 700	1 090 800
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 571 200	387 700
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 1 805 900	1 478 500
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 2 405 300	2 289 700
Rendement espéré des actifs	33 (2 193 200)	(2 197 500)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 212 100	92 200
Charge de l'exercice	35 2 018 000	1 570 700
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 3 247 800	898 400
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (2 195 200)	(2 197 500)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 1 052 600	(1 299 100)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (546 100)	(1 119 100)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 1 388 900	1 252 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 48 177 400	42 285 100
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 4,99 %	5,08 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,08 %	5,32 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117		
	118		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	8	8

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120	10 099	12 623
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	60 132	68 949
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122		
	123	60 132	68 949
Note			

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TAXES		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	61 333 460	62 036 402	60 991 451
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	3 796 060	3 828 052	3 800 288
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	65 129 520	65 864 454	64 791 739
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12			
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	240 000	222 750	
Autres				
▪	16			
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19			
Service de la dette	20	104 000	104 092	79 842
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	344 000	326 842	79 842
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	344 000	326 842	79 842
	29	65 473 520	66 191 296	64 871 581

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31			
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33			
	34			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	486 640	528 743	486 726
Cégeps et universités	36			
Écoles primaires et secondaires	37	988 360	1 072 774	967 874
	38	1 475 000	1 601 517	1 454 600
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	1 475 000	1 601 517	1 454 600
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44	83 800	84 269	83 224
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45			
Taxes d'affaires	46			
	47	83 800	84 269	83 224
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	1 558 800	1 685 786	1 537 824

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55	450 680	533 670	3 469 462
Sécurité publique				
Police	56			
Sécurité incendie	57			
Sécurité civile	58			
Autres	59			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60			
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70			
Réseau de distribution de l'eau potable	71			
Traitement des eaux usées	72			
Réseaux d'égout	73			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74	440 000	540 323	420 451
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75	220 000	280 498	244 978
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80			
Autres	81			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84	6 000	5 301	4 287
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			
Rénovation urbaine	86			
Promotion et développement économique	87			
Autres	88			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89		5 000	16 382
Activités culturelles				
Bibliothèques	90	60 000	211 270	78 885
Autres	91			300
Réseau d'électricité	92			
	93	1 176 680	1 576 062	4 234 745

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	94		
Sécurité publique			
Police	95		
Sécurité incendie	96		
Sécurité civile	97		
Autres	98		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	99	1 086 492	
Enlèvement de la neige	100		
Autres	101		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	102		
Transport adapté	103		
Transport scolaire	104		
Autres	105		
Transport aérien	106		
Transport par eau	107		
Autres	108		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109		
Réseau de distribution de l'eau potable	110	456	36 983
Traitement des eaux usées	111	33	
Réseaux d'égout	112		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	113		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	114		
Tri et conditionnement	115		
Autres	116		
Autres	117		
Cours d'eau	118		
Protection de l'environnement	119		
Autres	120		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	121		
Sécurité du revenu	122		
Autres	123		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	124		
Rénovation urbaine	125		
Promotion et développement économique	126		
Autres	127		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	128	700 238	1 000 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	129		
Autres	130		
Réseau d'électricité			
	131		
	132	1 787 219	1 036 983

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133		
Péréquation	134		
Neutralité	135		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137		
Fonds de développement des territoires	138		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140		
Dotations spéciales de fonctionnement	141		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC			
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142		
Autres	143		
	144		
TOTAL DES TRANSFERTS	145	1 176 680	3 363 281
		5 271 728	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	146			
Évaluation	147			
Autres	148			100 250
	149			100 250
Sécurité publique				
Police	150			
Sécurité incendie	151	60 000	60 000	60 000
Sécurité civile	152			
Autres	153	7 800	7 600	
	154	67 800	67 600	60 000
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	155			
Enlèvement de la neige	156	30 000	91 888	27 974
Autres	157			
Transport collectif	158			
Autres	159			
	160	30 000	91 888	27 974
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161			
Réseau de distribution de l'eau potable	162			
Traitement des eaux usées	163			
Réseaux d'égout	164			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	165			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168			
Autres	169		3 053	11 209
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172	33 500	8 630	4 227
	173	33 500	11 683	15 436

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	174			
Autres	175			
	176			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	177			
Rénovation urbaine	178			
Promotion et développement économique	179			
Autres	180			
	181			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	182			
Activités culturelles				
Bibliothèques	183			
Autres	184			
	185			
Réseau d'électricité	186			
	187	131 300	171 171	203 660

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	188			
Évaluation	189			
Autres	190			
	191			
Sécurité publique				
Police	192			
Sécurité incendie	193			
Sécurité civile	194			
Autres	195	8 800	8 800	3 575
	196	8 800	8 800	3 575
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197			
Enlèvement de la neige	198			
Autres	199	30 000	86 063	50 298
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204			
	205	30 000	86 063	50 298
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	206			
Traitement des eaux usées	208			
Réseaux d'égout	209			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210	25 000	7 912	4 453
Matières recyclables	211	10 000	15 237	13 401
Autres	212		164	375
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214			
Autres	215	10 000	4 000	2 000
	216	45 000	27 313	20 229

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	2 024 500	824 579	465 578
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	69 400	39 176	25 518
Autres	228			
	229	2 093 900	863 755	491 096
Réseau d'électricité				
	230			
	231	2 177 700	985 931	565 198
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	2 309 000	1 157 102	768 858

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	197 300	349 083	251 013
Droits de mutation immobilière	234	3 200 000	5 671 587	4 403 458
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	3 397 300	6 020 670	4 654 471
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	375 000	647 498	436 510
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	627 000	688 849	453 260
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	48 000	130 791	
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions	248			
Redevances réglementaires	249			
Autres	250	303 050	395 097	818 312
	251	351 050	525 888	818 312
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	252			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	585 059	476 974		472 823
Greffe et application de la loi	2	409 769	451 209		146 960
Gestion financière et administrative	3	10 334 275	10 309 711	536 745	6 713 739
Évaluation	4				293 628
Gestion du personnel	5	779 760	839 295		717 977
Autres					
▪ Provision - dépenses imprévus	6	50 000			
▪	7				
	8	12 158 863	12 077 189	536 745	8 345 127
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	8 155 814	8 125 339	24 432	9 069 347
Sécurité incendie	10	3 887 606	3 854 239		4 396 590
Sécurité civile	11	1 420 691	1 362 686	55 213	1 331 041
Autres	12				
	13	13 464 111	13 342 264	79 645	14 796 978
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	3 930 143	3 996 152	1 816 627	5 300 993
Enlèvement de la neige	15	3 825 460	3 280 130	199 713	3 615 274
Éclairage des rues	16	626 958	544 511	279 524	769 824
Circulation et stationnement	17				
Transport collectif					
Transport en commun	18	6 360 223	6 360 231		7 199 712
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	14 742 784	14 181 024	2 295 864	16 885 803

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24	7 282 065	6 487 207	577 661	7 064 868	6 449 091
Traitement des eaux usées	25			58 502	58 502	60 384
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 578 441	1 512 007		1 512 007	1 735 622
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	353 550	352 687	160 055	512 742	515 149
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	344 006	310 788		310 788	260 159
Traitement	32					
Matériaux secs	33	344 005	310 788		310 788	260 159
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39	333 979	335 071		335 071	
	40	10 236 046	9 308 548	796 218	10 104 766	9 280 564
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	397 130	407 465		407 465	414 749
	44	397 130	407 465		407 465	414 749

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 367 287	2 312 663	16 274	2 328 937	2 028 939
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					
	52	2 367 287	2 312 663	16 274	2 328 937	2 028 939
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	2 322 285	2 199 080	544 124	2 743 204	2 654 039
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 529 867	1 537 026	594 424	2 131 450	1 910 404
Piscines, plages et ports de plaisance	55	2 315 985	1 986 735	179 098	2 165 833	1 738 758
Parcs et terrains de jeux	56	6 425 762	6 436 658	964 325	7 400 983	6 533 264
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	568 684	197 725		197 725	278 137
	60	13 162 583	12 357 224	2 281 971	14 639 195	13 114 602
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	3 855 006	3 638 331	516 020	4 154 351	4 050 407
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	9 750	1 000	8 884	9 884	9 942
	66	3 864 756	3 639 331	524 904	4 164 235	4 060 349
	67	17 027 339	15 996 555	2 806 875	18 803 430	17 174 951

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	1 222 070	1 154 244		1 154 244	1 318 208
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		212 100		212 100	92 200
Autres	72	25 000	18 405		18 405	18 986
	73	1 247 070	1 384 749		1 384 749	1 429 394
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75		6 531 621 (	6 531 621)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Réalizations 2021	Réalizations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	651 121	393 868
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 070 153	211 563
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	1 897 641	733 230
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	2 114 032	333 348
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	2 428 464	2 389 676
Édifices communautaires et récréatifs	14	151 753	1 127 885
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	709 485	764 428
Ameublement et équipement de bureau	18	70 084	86 717
Machinerie, outillage et équipement divers	19		
Terrains	20		
Autres	21	129 612	8 294
	22	11 222 345	6 049 009

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	651 121	393 868
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	7 081 826	1 278 141
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations corporelles	33	3 489 398	4 377 000
	34	11 222 345	6 049 009

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3			
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5			
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	52 125 080	5 000 000	5 550 080
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	52 125 080	5 000 000	5 550 080
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	993 920	680 920	313 000
Organismes municipaux	10			
Autres tiers	11			
	12	993 920	680 920	313 000
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette				
	13			
	14	993 920	680 920	313 000
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs				
Autres	16			
	17	993 920	680 920	313 000
	18	53 119 000	5 000 000	6 231 000
Dette en cours de refinancement	19	()	()	()
Reclassement / Redressement	20			
Dette à long terme	21	53 119 000	5 000 000	6 231 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	51 888 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	6 649 774
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	313 000
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	58 224 774
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	58 224 774
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	246 332
Autres organismes	19	3 627 271
Endettement total net à long terme	20	62 098 377
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	47 252 000
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	47 252 000
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	109 350 377
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			293 628
Autres	3	4 751 811	4 756 766	1 380 104
Sécurité publique				
Police	4	6 970 807	6 970 814	7 945 440
Sécurité incendie	5	3 841 576	3 841 580	4 390 966
Sécurité civile	6	152 645	152 646	166 808
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	178 086	178 086	80 951
Transport collectif	9	6 360 225	6 360 232	7 199 712
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	3 383 600	3 391 325	3 326 392
Matières résiduelles	12	890 432	890 432	951 785
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	172 665	177 159	180 326
Autres	17	224 465	230 306	234 423
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	1 594 978	1 598 138	1 372 189
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	407 055	407 055	458 721
Activités culturelles	23	992 195	992 196	956 691
Réseau d'électricité				
	24			
	25	29 920 540	29 946 735	28 938 136

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021*Non audité*

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	11 222 345	6 049 009
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	11 222 345	6 049 009

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	82,00	35,00	122 853,00	5 391 843	1 608 544	7 000 387
Professionnels	2	5,00	35,00	7 712,00	449 448	89 365	538 813
Cols blancs	3	124,00	35,00	151 303,00	6 230 783	1 662 023	7 892 806
Cols bleus	4	98,00	38,00	167 432,00	5 844 455	1 819 893	7 664 348
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	309,00		449 300,00	17 916 529	5 179 825	23 096 354
Élus	9	9,00			307 866	125 001	432 867
	10	318,00			18 224 395	5 304 826	23 529 221

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	1 503 089	1 034 474	825 718		3 363 281
	17	1 503 089	1 034 474	825 718		3 363 281

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	269 035	253 158
	4	269 035	253 158
Sécurité publique			
Police	5	42 430	45 044
Sécurité incendie	6	465	230
Sécurité civile	7	44 470	45 157
Autres	8		
	9	87 365	90 431
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	140 319	136 967
Enlèvement de la neige	11	120 549	137 735
Autres	12	20 011	23 266
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	280 879	297 968
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	113 778	166 088
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	70 963	66 231
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	184 741	232 319
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	26 260	26 252
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	26 260	26 252
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	402 719	385 115
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	133 713	144 109
Autres	38	37	42
	39	536 469	529 266
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 384 749	1 429 394

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Mitchell Brownstein	Maire	67 497	17 467		
Oren Sebag	Conseiller	20 412	10 206		
Michael Cohen	Conseiller	20 412	10 206		
Dida Berku	Conseiller	20 412	10 206		
Steven Erdelyi	Conseiller	20 412	10 206		
Mitchell Kujavsky	Conseiller	20 412	10 206		
David Tordjman *	Conseiller	17 675	8 837		
Lior Azaerd **	Conseiller	2 737	1 368		
Sidney Benizri	Conseiller	20 412	10 206		
Andee Shuster **	Conseiller	2 737	1 368		
Mitchell Brownstein (Agglomération)	Maire			12 681	

Note

* 1 janvier 2021 au 12 novembre 2021

** 15 novembre 2021 au 31 décembre 2021

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 2 500 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2 3

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 4 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 5 6

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 7 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 8 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 9 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 10 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 11 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 12 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 13 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 14 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 15 _____ \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer 16 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 17 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 18 19
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 20 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 21 22
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021 23 937 365 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 24 25
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 26 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 27 28
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 29 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 30 31
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 32 33
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 34 35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 36 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 37 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40 41
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 42 _____ \$
- b) autres formes d'aide 43 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 _____ \$

Facteur comparatif de 2021

45 _____

Valeur uniformisée

46 _____ \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 _____ \$

Systèmes de drainage

54 _____ \$

Abords de routes

55 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

59 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60 _____

b) Date d'adoption de la résolution

61 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 62 63
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 64 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 65 _____
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 66 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 67 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 68 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) 69 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) 70 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10) 71 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) 72 _____
- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 73 388
- i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) 74 128
- j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 75 1
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 76 77
13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021
- | | | | |
|--|----|-----------|----|
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL | 78 | _____ | \$ |
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres | 79 | _____ | \$ |
| Ministère des Transports | 80 | _____ | \$ |
| Ministère de la Culture et des Communications | 81 | 289 053 | \$ |
| Autres ministères/organismes | 82 | 5 975 265 | \$ |
| | 83 | 6 264 318 | \$ |

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Rapport de l'auditeur indépendant

Au trésorier de la Ville de Côte Saint-Luc,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Côte Saint-Luc (« la Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard du l'audit du tableau » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport du maire, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport du maire avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations contenues dans le rapport du maire, nous avons conclu à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous aurions été tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et Ville (chapitre C-19). En

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau

La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

¹ CPA auditeurs, CA, permis de comptabilité public numéro A108263

Brossard, Québec, 3 mai 2022

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2
- Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».
- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 11 12 13
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 14 15 16
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 17 18 19

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 20 21 22
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 23 24

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)? 25 26

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2022

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	62 932 400
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	3 821 800
Réserve financière pour le service de la voirie	6	312 600
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	67 066 800

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	
Égout	13	
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	
Autres		
▪ Tarif pour piscines	16	50 000
▪ Compensation - services	17	14 700
▪	18	
Centres d'urgence 9-1-1	19	
Service de la dette	20	102 000
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	166 700
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	166 700
	29	67 233 500

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	508 925
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	1 041 075
	9	1 550 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	1 550 000

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	85 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	85 000

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	1 635 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1	x	/100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	4 166 553 057 x	0,9715 /100 \$	40 478 041				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	1 100 564 936 x	1,1561 /100 \$	12 723 631				
Immeubles non résidentiels	4	225 242 420 x	/100 \$					
Immeubles industriels	5	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6	x	/100 \$					
Autres	7	6 165 300 x	1,9430 /100 \$	119 792				
Immeubles forestiers	8	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	9	x	/100 \$					
Total	10			53 321 464	()	(18 200)	9 629 136	62 932 400
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	11	x	/100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	12	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	13	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	14	x	/100 \$					
Immeubles industriels	15	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16	x	/100 \$					
Autres	17	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	18	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	19	x	/100 \$					
Total	20				()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	22	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	23	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Immeubles industriels	25	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26	x	/100 \$					
Autres	27	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	28	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	29	x	/100 \$					
Total	30				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	32	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	33	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	34	x	/100 \$					
Immeubles industriels	35	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36	x	/100 \$					
Autres	37	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	38	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	39	x	/100 \$					
Total	40				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41	x	%		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 _____ \$
Égout	2 _____ \$
Eau et égout	3 _____ \$
Traitement des eaux usées	4 _____ \$
Matières résiduelles	5 _____ \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Tarif pour les piscines - hors-sol	50,0000	4 - tarif fixe (compensation)	maisons unifamiliales
Tarif pour les piscine - creusée	100,0000	4 - tarif fixe (compensation)	maisons unifamiliales
Tarif pour les piscine - semi-creusée	100,0000	4 - tarif fixe (compensation)	maisons unifamiliales
Tarif pour les piscines - Apt 6+/condo	300,0000	4 - tarif fixe (compensation)	Appartements 6+ / condo
Compensation-LFM 204(5)/204(10)	0,3000	1 - du 100 \$ d'évaluation	0.3% de valeur eval.
Compensation-LFM 204(12)	0,4000	1 - du 100 \$ d'évaluation	0.4% de valeur terrain

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	10 992 708			120 106	13 302 528	
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	102 000					
Autres	5					7 500	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	11 094 708			120 106	13 310 028	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

	Immeubles forestiers	Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	42 651 458			67 066 800
De secteur	2				
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4				102 000
Autres	5	57 200			64 700
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	42 708 658			67 233 500

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input checked="" type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
i. Sous-catégorie de référence - Taux adopté 3.6917 \$ - Assiette 24 613 820 \$			
ii. Sous-catégorie centre commercial - Taux adopté 3.9686 \$ - Assiette 100 135 000 \$			
iii. Sous-catégorie tour de bureaux- Taux adopté 3.9686 \$ - Assiette 20 871 400 \$			
iv. Sous-catégorie chemin de fer - Taux adopté 4.9210 \$ - Assiette 79 622 200 \$			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input checked="" type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	21	5 203 066 961 \$	
2022	22	5 498 525 713 \$	
▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	23	5 433 593 613 \$	
2022	24	5 498 525 713 \$	
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 :			
▪ une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	
▪ une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

- | | | | | | | |
|---|----|--------------------------|----|-------------------------------------|--|----|
| 4. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2022 pour des exploitations agricoles enregistrées? | 31 | <input type="checkbox"/> | 32 | <input checked="" type="checkbox"/> | | |
| Si oui, indiquer le montant. | 33 | | | | | \$ |
| 5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante) | 34 | | | | | \$ |
| 6. Date d'adoption du budget par le conseil | 35 | 2021-12-20 | | | | |
| 7. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement) | 36 | 82 057 430 | | | | \$ |
| 8. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget | 37 | 5 131 900 | | | | \$ |
| 9. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget | 38 | 1 038 000 | | | | \$ |
| 10. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget | 39 | (2 600 160) | | | | \$ |

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Angelo Marino, atteste que le rapport financier de Ville de Côte-Saint-Luc pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 9 mai 2022.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou greffier-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Côte-Saint-Luc.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Côte-Saint-Luc consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Côte-Saint-Luc détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2022-05-04 09:47:56

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	75 268 350	78 493 151	77 775 561
Investissement	2		1 787 219	1 036 983
	3	75 268 350	80 280 370	78 812 544
Charges	4	71 640 630	75 542 078	70 356 505
Excédent (déficit) de l'exercice	5	3 627 720	4 738 292	8 456 039
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	( 1 787 219)	(1 036 983)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	3 627 720	2 951 073	7 419 056
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		6 531 621	6 208 015
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	5 016 080)	(5 550 080)	(4 951 800)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)	( 84 670)	(21 534)
Excédent (déficit) accumulé	12	1 388 360	(93 075)	(937 753)
Autres éléments de conciliation	13			
	14	(3 627 720)	803 796	296 928
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		3 754 869	7 715 984

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	10 771 079	12 584 631
Débiteurs	2	14 060 112	13 087 736
Placements de portefeuille	3		
Autres	4	410 700	1 159 500
	5	25 241 891	26 831 867
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	50 701 685	52 004 555
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	10 784 297	11 015 538
	10	61 485 982	63 020 093
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(36 244 091)	(36 188 226)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	96 952 361	92 261 637
Autres	13	503 338	399 905
	14	97 455 699	92 661 542
Excédent (déficit) accumulé	15	61 211 608	56 473 316

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	11 814 846	10 411 100
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Parcs - Divers (2018)	17	13 737	13 737
▪ Parc Kirwan	18	1 494 461	413 482
▪ Feux de circulation/feux à DEL	19	48 000	48 000
▪ Système CVC	20		26 393
▪ Enveloppe de bâtiment HDV	21	128 119	712 377
▪ Parcs - Divers (2021)	22	199 685	
▪ Rénovations - cour des TP	23	18 669	
▪ MAMH-Aide COVID-19	24	2 963 620	2 963 620
▪ Dossiers juridiques	25	400 000	
	26	5 266 291	4 177 609
Réserves financières	27	511 965	769 203
Fonds réservés	28	2 716 056	2 481 951
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	(150 000)	(199 900)
Financement des investissements en cours	30	(4 321 186)	(1 299 479)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	45 373 636	40 132 832
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	61 211 608	56 473 316

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	58 224 774
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	109 350 377

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	51 575 000	52 125 080
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	313 000	993 920
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	51 888 000	53 119 000

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021		2020
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	11	65 473 520	66 191 296	64 871 581
Compensations tenant lieu de taxes	12	1 558 800	1 685 786	1 537 824
Quotes-parts	13			
Transferts	14	1 176 680	1 576 062	4 234 745
Services rendus	15	2 309 000	1 157 102	768 858
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	3 772 300	6 668 168	5 090 981
Autres	17	978 050	1 214 737	1 271 572
	18	75 268 350	78 493 151	77 775 561
Investissement				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21		1 787 219	1 036 983
Autres	22			
	23		1 787 219	1 036 983
	24	75 268 350	80 280 370	78 812 544

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget 2021	Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Administration générale	1	12 158 863	12 077 189	536 745	12 613 934	8 345 127
Sécurité publique						
Police	2	8 155 814	8 125 339	24 432	8 149 771	9 069 347
Sécurité incendie	3	3 887 606	3 854 239		3 854 239	4 396 590
Autres	4	1 420 691	1 362 686	55 213	1 417 899	1 331 041
Transport						
Réseau routier	5	8 382 561	7 820 793	2 295 864	10 116 657	9 686 091
Transport collectif	6	6 360 223	6 360 231		6 360 231	7 199 712
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	7 282 065	6 487 207	636 163	7 123 370	6 509 475
Matières résiduelles	9	2 620 002	2 486 270	160 055	2 646 325	2 771 089
Autres	10	333 979	335 071		335 071	
Santé et bien-être	11	397 130	407 465		407 465	414 749
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	2 367 287	2 312 663	16 274	2 328 937	2 028 939
Promotion et développement économique	13					
Autres	14					
Loisirs et culture	15	17 027 339	15 996 555	2 806 875	18 803 430	17 174 951
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	1 247 070	1 384 749		1 384 749	1 429 394
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	71 640 630	69 010 457	6 531 621	75 542 078	70 356 505
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		6 531 621 (	6 531 621)		
	21	71 640 630	75 542 078		75 542 078	70 356 505

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	1 787 219	1 036 983
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	11 222 345)	(6 049 009)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ()	()
Financement à long terme des activités d'investissement	4	5 000 000	6 000 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	84 670	21 534
Excédent accumulé	6	1 332 183	1 102 840
	7	(4 805 492)	1 075 365
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(3 018 273)	2 112 348

Extrait du rapport financier, page S18